

Fiche

L'ouverture générale des économies s'est réalisée grâce au développement des échanges entre pays. Elle se caractérise aussi bien par l'accroissement en volume que par la diversification des flux (de biens et services, de capitaux, de personnes et d'informations). L'analyse de la diversité des flux internationaux implique d'une part l'étude de la nature de ces échanges, d'autre part leur mesure à l'aide d'outils comptables. Les entreprises et notamment les multinationales jouent un rôle très important en la matière.

1. Quelle est la nature des échanges internationaux ?

- Les échanges internationaux ont fortement progressé depuis un demi-siècle : entre 1950 et 2005, alors que la production mondiale de produits manufacturés a été multipliée par 6, le volume du commerce international a lui, été multiplié par 36. Les échanges de **biens** portent sur des produits de base utiles aux entreprises (produits agricoles, minerais...), sur des produits énergétiques (pétrole) et sur des biens de production (machines, outillage). On trouve également des produits de consommation destinés aux ménages. Ce sont les produits de consommation finale (vêtements, montres...). Les **services** constituent 1/5^e environ des échanges internationaux. Ils comprennent les activités de : transport, assurance, service bancaire, tourisme, loisirs, informatique et communication. La France est au 4^e rang des exportateurs de services dans le monde, après les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.
- D'autres types d'échanges spécifiques se sont considérablement développés : ainsi, les échanges de capitaux ont véritablement explosé depuis le milieu des années 90. Chaque jour, plus de 1500 milliards de transactions brutes interviennent sur le marché des changes et le marché des capitaux, une grande partie de ces flux étant d'ordre spéculatif.
- Les échanges de **technologie** se sont aussi intensifiés. Il peut s'agir de vente de brevets ou de l'utilisation de ces brevets par des licences d'exploitation. L'**ingénierie** consiste à vendre des usines clés en main (prêtes à fonctionner), produits en main (on vend l'usine et les licences de fabrication de produits) ou marchés en main (usines + produits + réseau de distribution).
- Enfin, à côté des échanges économiques, on trouve des échanges **non quantifiables** économiquement (culturels, religieux, philosophiques...) qui permettent de nouer des relations dont certaines aboutiront à des échanges de biens et de services. Enfin, les transferts de **population** (migrations) caractérisent notre époque et sont aussi l'occasion de flux commerciaux et financiers.

 [Exercice n°1](#)

 [Exercice n°2](#)

2. Comment mesurer les échanges internationaux ?

- La mesure des échanges internationaux se traduit par une estimation officielle effectuée dans le cadre de la comptabilité nationale, qui regroupe les services du ministère des Finances, de la Banque de France, des douanes et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les échanges de biens, de services, de revenus et de capitaux entre un pays et l'extérieur sont comptabilisés chaque année dans un document comptable composé de différentes balances qui composent **la balance des paiements**. La tenue de ces balances est la même que pour toute comptabilité (postes d'actif et de passif, solde équilibré par convention). **La balance commerciale** comptabilise les exportations et les importations de marchandises. **La balance des invisibles** enregistre les échanges de services. **La balance des transactions courantes** regroupe les opérations enregistrées dans la balance commerciale et la balance des invisibles. Elle est le reflet, d'une part de la capacité du pays à vendre ses produits et son savoir-faire au reste du monde (exportations), d'autre part des besoins externes et des manques de l'appareil productif national (importations). Le solde, positif ou négatif, est un indicateur de la **compétitivité de l'économie nationale** face à ses concurrentes.
- La mesure des flux monétaires fait l'objet de deux balances : **la balance des capitaux** qui recense l'ensemble des flux monétaires résultant de l'achat ou de la vente d'actifs non financiers, comme les brevets ainsi que les transferts de capital ; **la balance financière** qui recense l'ensemble des flux financiers : l'investissement direct à l'étranger (IDE), les investissements en portefeuille (achat de moins de 10 % du capital d'une société) et les réserves de change. L'étude des mouvements des **investissements directs à l'étranger** montre une évolution à la fois dans la répartition géographique (Asie, Europe) et dans la répartition sectorielle des flux (industrie). Les flux d'IDE sont un indicateur intéressant de l'attractivité économique d'un territoire. Contrairement à une légende tenace mais sans fondement, la France est un des pays d'accueil des **Investissements directs à l'étranger** les plus attractifs : elle occupe, en 2009, la 2^e place mondiale derrière les États-Unis, mais devant la Chine (118 milliards de \$ accueillis contre 108 milliards).

 [Exercice n°3](#)

 [Exercice n°4](#)

3. Quel est le poids des entreprises dans les échanges extérieurs ?

- Le commerce entre les nations est une réalité ancienne. Mais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la nature et la répartition des échanges connaissent de profondes mutations. Au tournant du siècle, les stratégies des **firmes multinationales** tendent aussi à s'affirmer, **face aux logiques nationales**, dans la structuration de l'espace économique mondial.
- Les échanges internationaux sont mis en œuvre par des entreprises dont les structures organisationnelles et juridiques se sont adaptées à la nouvelle donne économique. Les étapes à franchir demeurent classiques : import-export de marchandises, commercialisation des produits à l'étranger, implantation industrielle d'unités de production dans les autres pays par le biais des investissements directs (IDE) et multinationalisation qui met en scène des entreprises polymorphes et atypiques. Implantées dans de nombreux pays, ces entreprises constituent des structures juridiques et financières complexes qui appartiennent à des actionnaires de nationalités différentes. Les sociétés qui les composent sont liées entre elles par des participations multiples constitutives de filiales contrôlées par une société mère (la holding).
- Certaines de ces sociétés accèdent au statut de firmes multinationales globales. On les qualifie également de firmes transnationales. Elles mettent en œuvre **une stratégie mondiale** qui se traduit par une vision unifiée du marché. Une telle stratégie implique l'unification des gammes de produits fabriqués et distribués dans de vastes zones, suivant une organisation et une rationalisation des activités qui utilisent des réseaux de sous-traitants et qui multiplient les échanges entre les filiales (stratégie de « glocalisation » = global + local). À ce niveau de globalisation, si l'idée d'entreprise nationale peut paraître diffuse, voire diluée, on constate dans la pratique que les entreprises transnationales demeurent fortement liées à leur pays d'origine en ce qui concerne l'actionnariat majoritaire, la direction générale, les activités de recherche et de création ainsi que leur marché de base.
- À l'heure actuelle, on recense environ 80 000 multinationales dans le monde. Issues essentiellement de l'Amérique du Nord, de l'Europe et du Japon (**la Triade**), les **firmes transnationales** réalisent en 2008, selon la CNUCED, 11 % du PIB mondial, 35 % du commerce mondial et emploient 82 millions de personnes mondiales. Dans ces conditions, leur poids économique considérable, sinon prépondérant, en fait un groupe de pression incontournable qui réduit d'autant la puissance des États, voire des institutions internationales. En 2009, parmi les **100 premières mondiales**, on en trouve 19 originaires des États-Unis, 15 du Royaume-Uni, 14 de France, 12 d'Allemagne et 10 du Japon.

 [Exercice n°5](#)

 [Exercice n°6](#)

Zoom sur...

La **mondialisation** constitue une mise en relation globale et totale de l'ensemble des économies des États-nations de la planète. Cette mise en relation a pour objectif de finaliser l'intégration d'un grand nombre de pays au sein d'un vaste marché mondial et unique des biens, des services et des capitaux qui abolit les frontières.

Les bienfaits de la mondialisation (produits nouveaux, débouchés, travail, transferts de technologie et accès à la croissance économique) sont toutefois contrebalancés par des inconvénients (délocalisations, gaspillage, concurrence accrue, chômage, faillites). Tous les pays en développement (PED) n'accèdent pas aux échanges de produits manufacturés. En effet, 50 % des échanges émanant des PED proviennent de 10 pays seulement sur 130.